

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

ACCORD-CADRE N° 2025-05

**PRESTATIONS DE SERVICE EXTERNALISE RELATIF A LA GESTION DE
L'IMPRESSION ET DE L'ENVOI DE COURRIERS ÉGRENÉS, DU SUIVI DE
COURRIERS RECOMMANDES ET DE LEUR ARCHIVAGE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2 – PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 5 – NON-EXCLUSIVITE

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHE

ARTICLE 8 – DELAIS DE LIVRAISON

ARTICLE 9 – PENALITES

ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 11 – EVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 12 – MAINTENANCE

ARTICLE 13 – DOCUMENTATION TECHNIQUE

ARTICLE 14 – SECURITE DE L'INFORMATION

ARTICLE 15 – ASSURANCES

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN LIEN AVEC LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 18 – SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 19 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DES DONNEES A CRACTERE PERSONNEL

ARTICLE 20 – SOUS-TRAITANCE DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 21 – DONNEES A CARATERE PERSONNEL EN FIN DE MARCHE

ARTICLE 22 – DOCUMENTATION ET AUDIT

ARTICLE 23 – MANQUEMENT DU TITULAIRE

ARTICLE 24 – RESILIATION

ARTICLE 25 – RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

ARTICLE 26 – REGLEMENT DES LITIGES ET DIFFERENDS

ARTICLE 27 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Article 1 – Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

Article 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la gestion de l'impression et de l'envoi de courriers égrenés en pli simple et en recommandé avec accusé de réception des services de l'Urssaf Pays de la Loire en France et à l'étranger, ainsi que le suivi de courriers recommandés et de leur archivage, pour l'Urssaf Pays de la Loire.

L'exécution de l'accord-cadre est soumise aux conditions décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

La prestation relève d'un marché de services.

La prestation est la suivante :

- Éditique et fourniture des consommables (*papier, enveloppe, encre, etc.*),
- Affranchissement des courriers simples et en recommandé avec accusé de réception en intégrant les évolutions technologiques prévues par la Poste,
- Gestion des envois par numérisation et archivage électronique des courriers simples et recommandés et des avis d'envois des recommandés,
- Traçabilité des courriers recommandés : envoi et réception des courriers, date de distribution, date de signature de l'avis de réception par le destinataire,
- Traçabilité des plis non distribués,
- Restitution à la demande des originaux des pièces numérisées et archivées à une adresse numérique ou postale précisée lors de la demande.
- Alerte et traçabilité des anomalies de traitement,
- Alerte de non-exécution du marché par une raison technique, fonctionnelle ou de force majeure,
- En cas d'évolution du processus d'acheminement postal, contribuer à la mise à jour des outils mis à disposition et à l'information du donneur d'ordre de toute modification liée à l'environnement ;
- Informer des variations conjoncturelles de tarifs des affranchissements.

Prestation supplémentaire à prévoir :

- Intégrer dans la solution, une filière d'envoi et de réception en Lettres Recommandés Electroniques (dépôt, distribution en ligne, traçabilité de la distribution et de la non-distribution et archivage).
- Un coffre-fort numérique en tant qu'espace d'échange de mails et de fichiers, ainsi que de stockage de documents dématérialisés.

Article 1.2 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois par période annuelle. La durée maximale est de quatre ans.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction tacite selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas renouveler l'accord-cadre, il en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Si le marché est arrivé à son terme, et que des bons de commandes émis avant ce même terme n'ont pas encore été exécutés, leur exécution sera encadrée par les dispositions du présent marché.

Article 1.3 – Mise en place du marché

Le marché sera notifié au plus tard le 08 décembre 2025 afin que le titulaire puisse procéder à la phase de paramétrage. Le titulaire dispose d'un délai maximum d'un mois pour effectuer ses tests et mettre en production sa solution pour démarrer les prestations.

La solution devra être opérationnelle le 07 janvier 2026 au plus tard, date de démarrage des prestations.

En amont, une réunion de lancement, reprenant les attendus du cahier des charges et les réponses apportées, permettra d'établir le planning détaillé des opérations avec les équipes informatiques de l'acheteur. Le titulaire organisera un suivi régulier du projet et les réunions nécessaires pendant la phase de mise en œuvre. La réussite du projet nécessitera une étroite collaboration entre l'acheteur et le titulaire

Des tests avec des envois réels seront réalisés avant la mise en production de la solution.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités selon les dispositions de l'article « PENALITES » (9) du présent CCAP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose d'une semaine à compter de la date d'exécution des prestations, pour signaler au pouvoir adjudicateur son impossibilité d'effectuer les prestations à la date prévue, et devra lui indiquer la prolongation demandée.

Article 1.4 – Procédure et forme du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale, et aux textes relatifs à la commande publique (ordonnance n° 2018-1074 et décret n° 2018-1075).

Le CCAG - Fournitures Courantes et Services (FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché, sous réserve des dispositifs auxquels il est dérogé par le CCAP.

Il s'agit d'un marché passé selon la procédure formalisée suivante : Appel d'offre ouvert en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono attributaire, à bons de commande au sens des articles R2162-2 alinéa 2 et R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande publique.

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement, les prestations du marché étant indissociables.

Article 1.5 – Montants du marché

Conformément à l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000 € HT par période, soit 400 000€ HT sur sa durée globale (soit 4 ans, reconductions comprises).

Article 2 – Parties contractantes

Le présent marché est conclu entre :

- ☐ D'une part, l'Urssaf des Pays de la Loire, 3 rue Gaëtan Rondeau– 44933 NANTES cedex 9, en tant que pouvoir adjudicateur, représenté par Laure SANCHEZ-BRKIC, Directrice Générale

- ❑ D'autre part, le candidat, dont l'acte d'engagement aura été approuvé, et dénommé dans le document par le terme « titulaire »

Le comptable assignataire est Madame Sylvie SCOCARD, Directrice Comptable et Financière de l'Urssaf des Pays de la Loire.

Article 3 – Pièces constitutives

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique.

Les documents régissant le marché sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ❑ L'Acte d'Engagement (AE), signé par le candidat et accepté par l'organisme ;
- ❑ Le Détail quantitatif estimatif (DQE) (Annexe n°1 à l'acte d'engagement) ;
- ❑ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- ❑ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ❑ Le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- ❑ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les dispositions de ces documents du marché prévalent sur les conditions générales de vente des entreprises, qui ne s'appliquent en aucun cas au présent marché.

Article 4 – Conditions d'exécution des prestations

L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de la survenance des besoins au moyen de bons de commande, représenté par chaque courrier déposé par l'Urssaf des Pays de la Loire sur l'interface du titulaire et remis à la Poste pour distribution.

En effet, chaque courrier déposé et non annulé dans le délai imparti vaut Bon de Commande.

La facturation s'établit, à la fin de chaque mois civil, tant pour les prestations de service du titulaire que pour les frais d'affranchissement.

Pour ces derniers, la facture s'établit à partir du justificatif de la Poste identifiant le nombre de plis de l'Urssaf des Pays de la Loire pris en charge, en distinguant tous les éléments comportant des tarifs dédiés :

- les courriers simples ;
- les courriers recommandés avec AR ;
- les courriers à destination de l'étranger ;
- et pour chacune de ces catégories, le nombre des plis par seuil tarifaire.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP et à la description de l'offre du titulaire, et notamment dans son Cadre de Réponse Technique (CRT).

Chaque candidat précise dans le CRT les modalités pratiques de l'action d'annulation d'un courrier déposé par l'utilisateur et, notamment, l'heure quotidienne limite pour réaliser cette action d'annulation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils s'annulent en cas d'annulation du courrier dans le délai imparti pour cette action.

Les dépôts de courriers valant bons de commande sont passés au fur et à mesure des besoins.

En cas de discordance entre les informations fournies dans le CRT et d'autres documents remis par le titulaire lors de sa candidature, les informations du CRT priment.

Le titulaire déclare parfaitement connaître les règles de sécurité ainsi que les règlements applicables à l'exécution des prestations dont il a la charge.

Article 5 – Non-exclusivité

Par exception au principe du droit à l'exclusivité détenu par le titulaire sur les prestations du marché, l'Urssaf des Pays de la Loire pourra s'adresser à un autre prestataire pour des besoins occasionnels et/ou de faible montant en cas d'incapacité du titulaire de fournir ponctuellement des prestations dans les délais contractuels.

Article 6 – Propriété intellectuelle

Le titulaire garantit qu'il possède bien les droits de propriété intellectuelle lui permettant de concéder valablement à l'Urssaf des Pays de la Loire une licence d'utilisation sur les logiciels de la solution dans les conditions prévues par le marché, et ce sans préjudice de tous droits reconnus à un tiers.

Le titulaire s'engage à défendre l'Urssaf des Pays de la Loire contre toute action de violation de droits d'auteur, de brevets ou d'autres droits de propriété qui serait intentée par un tiers à son encontre et portant sur l'un des logiciels du marché.

Dans le cas où l'Urssaf serait privée des logiciels à la suite d'une instance ou action, le titulaire aura le choix entre les solutions suivantes :

- les modifier de façon à ce que l'Urssaf ne soit plus susceptible d'action pour contrefaçon,
- obtenir pour l'Urssaf le droit de continuer à utiliser les logiciels sans frais supplémentaires,
- les remplacer par un autre logiciel ayant des capacités et fonctionnalités équivalentes.

Si aucune de ces solutions n'est possible, les parties devront se réunir dans les plus brefs délais pour rechercher la solution la plus adaptée, nonobstant la possibilité de recourir à l'exécution du marché par un tiers voire de résilier le marché.

Article 7 – Prix du marché

Article 7.1 - Caractéristiques des prix

Le marché est traité à prix forfaitaires et unitaires aux volumétries de courriers réellement réalisées sur la période mensuelle. Les prix sont établis en euro hors TVA à l'exception des coûts nets d'affranchissement postal.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

Ces prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre (Mo).

Les prix du présent marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de la prestation décrite dans le CCTP. Le titulaire prendra à sa charge la commande et le pilotage des prestations assurées par les fournisseurs partis prenantes de la réponse au marché, pour une maîtrise d'œuvre complète de la solution (hors maintenance associées aux applications tierces).

Les quantités indiquées dans le CCTP sont données à titre estimatif et n'ont pas de valeur contractuelle. La facturation des envois sera réalisée à terme échu, au service fait, sur la base du nombre de courriers adressés.

Le paiement de la maintenance se fera à terme échu, annuellement, déduction faite des éventuelles pénalités.

Le titulaire certifie que les prix et les tarifs de référence stipulés dans détail quantitatif estimatif n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle. Il aura la possibilité de proposer des tarifs préférentiels s'il est en capacité de mutualiser l'envoi pour plusieurs clients.

Il s'engage à fournir à l'acheteur toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Article 7.2 – Modalités de variation des prix

Les prix (hors affranchissement) sont fermes et définitifs pendant la première année d'exécution.

Les prix seront révisables une fois par an à la date anniversaire du marché, à compter de la deuxième année.

Ils seront révisés sur demande écrite du titulaire présentée au moins 1 mois avant, par application de la formule suivante :

$$P = P^{\circ} \times (0,15 + 0,55 \times (A/A^{\circ}) + 0,30 \times (B/B^{\circ}))$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P° : prix initial

A : indice Syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'étude et de conseil, de formation professionnelle (SYNTEC) – dernier indice publié à la date de révision

A° : même indice – valeur de l'indice à la date de remise des offres, soit octobre 2025

B : indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés « papier et carton » - identifiant : **010535429** – dernier indice publié à la date de révision

B° : même indice - valeur de l'indice à la date de remise des offres, soit octobre 2025

Les prix figurant dans l'annexe financière sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, soit octobre 2025.

En cas de disparition de l'indice présentement choisi, et si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, le prix se trouvant de plein droit indexé sur ce nouvel indice.

En l'absence d'une demande écrite du titulaire concernant la révision des prix, les derniers prix de règlement continueront à s'appliquer.

La révision ne pourra être rétroactive.

Révision des prix de l'affranchissement :

La révision des tarifs « affranchissement » s'alignera sur les tarifs pratiqués par les services de la Poste :

- suivant le même pourcentage de variation des coûts « lettre recommandé avec AR »,
- et à la même date d'effet.

Article 7.3– Clause de sauvegarde

Dans le cas d'une variation tarifaire de plus de 5% par rapport au prix initial, l'acheteur se réserve la possibilité de refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché par LRAR pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, l'Urssaf des Pays de la Loire peut accepter une augmentation supérieure au pourcentage précédemment indiqué à condition que l'augmentation soit justifiée. Cette justification sera laissée à l'appréciation de l'Urssaf des Pays de la Loire, qui pourra décider :

- de faire application de cette limite de 5%. Ainsi, le titulaire sera dans l'obligation de continuer à exécuter le présent accord-cadre durant la nouvelle période, avec une augmentation limitée à 5 % en moyenne, la part restant alors à la charge du titulaire sans possibilité pour lui de se prévaloir d'une quelconque indemnisation ;
- de résilier l'accord-cadre sans indemnité pour le titulaire.

Article 7.4– Clause de ré-examen

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur introduit une clause de réexamen.

Après sa notification, le contrat est susceptible de faire l'objet d'adaptation en cours d'exécution.

Il résulte notamment de cette clause qu'en cas :

- de disparition de l'un des indices choisis et si de nouveaux indices étaient publiés afin de se substituer à ceux actuellement en vigueur, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

L'Urssaf des Pays de la Loire notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, de l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relative à la formule et à ses conditions de mise en œuvre.

- Si la modification implique des surcoûts, à l'exception des augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché, il sera nécessaire d'établir un avenant pour prendre en charge (en totalité ou non) ces surcoûts. Les parties conviennent des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :
 - des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
 - des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Article 8 – Délais de livraison

Conformément aux exigences du CCTP :

Mise en place du marché : à compter de la notification, le titulaire dispose d'un délai maximum d'1 mois pour effectuer ses tests et mettre en production sa solution pour démarrer les prestations.

Délai de traitement et expédition des courriers (art. 4.1.8 du CCTP) : 1 jour ouvré pour traiter les courriers reçus sur l'interface + 1 jour ouvré pour déposer les courriers auprès de la Poste, soit un délai global de 2 jours ouvrés.

Délai d'alerte de l'utilisateur en cas d'absence de retour de la preuve AR du courrier recommandé et prise en charge des réclamations en direction de la Poste (art. 2.3 du CCTP) : 20 jours ouvrés à compter de la date d'expédition dudit courrier.

Délai de conservation des courriers en cas de non-restitution en fin de marché (art. 2.3 du CCTP) : 10 ans à compter.

Délai d'accès à l'interface par les utilisateurs (art.4.1.3 du CCTP) : 24/24heures, 7j/7

Délai d'alerte d'une anomalie (art. 4.1.9 du CCTP) : 2 heures suivant l'apparition de l'anomalie uniquement sur les jours ouvrés.

Délai de traitement d'une anomalie (art. 4.1.9 du CCTP) : 1 jour ouvré à compter de la date du dépôt du courrier sur l'interface.

Délai de numérisation d'un AR papier, de rattachement au courrier et de mise à disposition sur l'interface (art. 4.2.2 du CCTP) : 2 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'AR papier par le titulaire du marché.

Délai de mise à disposition d'un AR dématérialisé sur l'interface (art. 4.2.2 du CCTP) : 2 jours ouvrés à compter de la date de signature de l'AR par le destinataire du courrier.

Délai d'information sur l'interface du motif de non-distribution d'un Pli Non Distribué « PND » (art. 4.3 du CCTP) : 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du PND par le titulaire du marché.

Délai d'affichage des informations listées à l'article 4.4 du CCTP : en temps réel.

Article 9 – Pénalités

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de force majeure ou de retard imputable au seul fait de l'Urssaf des Pays de la Loire. La force majeure s'entend tout événement extérieur, imprévisible, irrésistible et hors de contrôle des parties.

Les pénalités prévues au présent article peuvent s'appliquer cumulativement les unes aux autres, sans préjudice d'autres faits générateurs de pénalités survenus.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, dans le cas où les délais fixés au CCTP ne seraient pas respectés, il sera fait application des pénalités suivantes :

PENALITES DE RETARD

Sans mise en demeure préalable

- ↳ **Retard dans le démarrage initial des prestations (mise en place du marché) :** montant forfaitaire de 300 € HT par jour ouvré de retard.
- ↳ **Retard dans l'impression des courriers égrenés :** lorsque les délais contractuels d'impression renseignés au cadre de réponse technique sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci peut se voir appliquer par l'acheteur, des pénalités égales à un montant forfaitaire de 50 € HT par courrier et par jour franc de retard, par l'Urssaf des Pays de la Loire à compter du premier jour de retard constituant le point de départ du manquement à l'exécution des prestations et au résultat escompté.
- ↳ **Retard dans l'acheminement du courrier :** lorsque les délais contractuels d'exécution dans l'acheminement du courrier renseignés au cadre de réponse technique sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci peut se voir appliquer par l'acheteur, des pénalités égales à un montant forfaitaire de 10 € HT par courrier et par jour franc de retard, par l'Urssaf des Pays de la Loire à compter du premier jour de retard constituant le point de départ du manquement à l'exécution des prestations et au résultat escompté.
- ↳ **Non suivi des AR :** lorsque le titulaire ne remplit pas ses engagements contractuels en n'assurant pas le suivi des AR, celui-ci peut se voir appliquer par l'acheteur, des pénalités égales à un montant forfaitaire de 50 € HT par AR non suivi, par l'Urssaf des Pays de la Loire à compter du premier jour de retard constituant le point de départ du manquement à l'exécution des prestations et au résultat escompté.
- ↳ **Non mis à disposition des AR :** Une pénalité de 50 € HT sera appliquée pour tous les avis de recommandé non mis à disposition sur l'application de consultation au-delà de 30 jours à partir de la date d'envoi du pli.
- ↳ Si l'Urssaf des Pays de la Loire n'est pas prévenue dans un délai de 48h avant toute opération de maintenance rendant la solution indisponible, ou avant toute évolution de version, une pénalité forfaitaire de 200 € HT par manquement d'information sera appliquée.
- ↳ Si le titulaire ne communique pas sous 2h maximum tout incident intervenant sur la chaîne de traitement entraînant un non-respect des délais d'envoi, une altération de la qualité ou toute indisponibilité de l'outil, la pénalité forfaitaire de 200 € HT sera appliquée.

- ✍ En cas d'incident, si le titulaire ne propose pas de solution définitive ou de solution de contournement à J+2, la pénalité sera de 500 € HT par jour ouvré de retard, et au bout de 10 jours ouvrés de retard, l'acheteur se réserve le droit de résilier le contrat sans indemnité ni préavis.
- ✍ En cas de retard dans la mise en place opérationnelle de l'outil 50 € HT par jour ouvré de retard à compter du lendemain du délai maximal.
- ✍ En cas d'impossibilité de produire les originaux (Avis de Réception signé par le destinataire, pli non distribué), une pénalité de 50€ par jour et par document sera appliquée.
- ✍ **Non-respect de l'accès permanent à l'application** : montant forfaitaire de 100 € HT par demi-journée calendaire de retard.

Avec mise en demeure préalable

- ✍ En cas de perte d'un courrier durant l'acheminement vers le destinataire (imputable au titulaire ou la Poste) une mise en demeure sera envoyée au titulaire afin de s'exécuter dans un délai de 7 jours calendaires. Passé ce délai, une pénalité forfaitaire et définitive de 150 € par courrier perdu sera appliquée.

Les pénalités de retard s'imputent sur le règlement de la prochaine facture adressée par le titulaire à l'Urssaf des Pays de la Loire. Si aucune facture supplémentaire n'est présentée, les pénalités feront l'objet d'un ordre de virement adressé par l'Urssaf des Pays de la Loire au titulaire.

Article 10 – Modalités de règlement des comptes

Article 10.1– Modalités

Les règlements sont effectués par l'Urssaf des Pays de la Loire sur présentation de la facture.

La facture est à transmettre via le portail CHORUSPRO en utilisant les paramètres suivants :

- ❑ SIRET 53510475600015
- ❑ Code service : FACTURES_PUBLIQUES (non bloquant si non indiqué)
- ❑ Numéro d'engagement : N° du marché 2025-05 (non bloquant si non indiqué)

La facturation est établie mensuellement à terme échu par application aux quantités réellement et entièrement réalisées par le titulaire des prix unitaires fixés dans l'annexe financière.

Le titulaire fournit tous les éléments de détermination des sommes auxquelles il prétend.

L'affranchissement fera l'objet d'une facturation séparée.

Le paiement est effectué par virement bancaire.

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du titulaire, son Siret
- le numéro de marché
- la période d'exécution des prestations facturées, c'est-à-dire le mois civil concerné
- le détail des volumes par jour et par type de courriers (recommandé, CI-PREMIUM, liasse LIRE, plis simples et plis à l'étranger)
- le détail des quantités, par tarif (poids de plis) de courriers expédiés en mode simple ou courriers recommandés avec AR dans la période considérée
- le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée
- le montant total des prestations réalisées TTC

Article 10.2– Délais de paiement

Le paiement intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par les services de l'Urssaf des Pays de la Loire. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique.

Les justificatifs nécessaires à l'ordonnancement des factures puis leur règlement sont :

1. le relevé postal de prise en charge des courriers et le bordereau d'affranchissement si l'action est réalisée par le titulaire,
2. les détails des prestations de service figurant sur la facture idoine et correspondant au détail quantitatif estimatif du marché.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. A ces intérêts moratoires, s'ajoutera le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

Le délai de paiement sera suspendu dans les cas suivants :

- si la facture fait l'objet d'un rejet motivé de la part du pouvoir adjudicateur,
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

Cette liste de cas doit être considérée comme étant non exhaustive.

Article 10.3– Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie concernant les prestations forfaitaires et les prestations à bons de commande.

Article 11 – Evolutions technologiques

Les éventuelles évolutions technologiques relatives aux prestations objets du présent marché intervenant en cours d'exécution du marché, sont réputées acquises, sans surcoût.

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du contrat, le titulaire aura la possibilité de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du présent marché par des fournitures plus performantes ou plus adaptées aux besoins.

Article 12 – Maintenance

Article 12.1– Maintenance corrective

Délai de pris en compte de l'appel

Pour toute demande d'assistance technique, de correction d'anomalie ou de régression, le titulaire du marché s'engage à prendre en compte immédiatement la demande d'intervention.

Délai de réparation

Pour toute indisponibilité déclarée, demande de correction d'anomalie ou de régression le titulaire du marché s'engage à effectuer les réparations à la suite de la réception de l'appel téléphonique de l'acheteur

ou à la réception du formulaire de demande d'intervention. Les délais de réparation de toute anomalie critique ou bloquante ne doivent pas dépasser le délai de 4h. Le début du délai ne pouvant en tout état de cause intervenir qu'aux heures de la plage horaire de base.

En cas d'anomalie ou régression bloquante, une solution provisoire de contournement sera proposée par le titulaire, la mise en place de cette solution provisoire de contournement ne vient pas en remplacement de la résolution de l'anomalie / régression initiale, et n'interrompt pas les délais d'intervention et de résolution qui s'appliquent à l'anomalie / régression initiale et continueront donc à courir.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'acheteur l'état technique corrigeant l'anomalie ou la régression dès sa disponibilité.

Fin de l'indisponibilité

L'indisponibilité se termine quand le titulaire remet la solution en état de marche à la disposition de l'acheteur. Le titulaire confirmera par écrit la remise en état de marche de la solution avec la date et heure et le détail des actions engagées.

Article 12.2– Maintenance évolutive

Le titulaire du marché s'engage à informer régulièrement l'acheteur de toute évolution apportée à la solution.

Lors de la diffusion de nouvelles versions logicielles ou modifications de la solution sur l'initiative du titulaire qui nécessiteraient des modifications importantes de la configuration ou de l'organisation de l'acheteur, celui-ci se réserve la possibilité de ne pas les installer. Dans ce cas, le titulaire s'engage à maintenir la précédente version majeure installée pendant 12 mois décomptés à partir de la réception par l'acheteur d'une lettre indiquant la date de commercialisation effective de la nouvelle version de la solution.

Article 13 – Documentation technique

La documentation technique associée à la solution devra être fournie dès la livraison de celle-ci, et ce à titre gratuit.

Cette documentation permettant l'installation et le paramétrage de base de l'outil devra impérativement être rédigée en langue française.

Le support est prévu sur papier. Toutefois, le titulaire peut proposer des supports plus modernes, notamment en ligne ou informatique (CD ROM, etc,) sans frais supplémentaires.

Les documentations destinées à l'utilisateur devront être suffisamment claires pour permettre aux personnels informaticiens et utilisateurs d'utiliser la solution.

Le titulaire autorise les utilisateurs à dupliquer les documentations qu'ils jugeront utiles.

Si cette documentation fait défaut ou si elle est incomplète, la solution est considérée comme n'ayant pas été livrée.

Article 14 – Sécurité de l'information

Le non respect de l'un ou l'autre des obligations décrites ci-après peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Article 14.1– Confidentialité

Les informations et renseignements fournis par l'Urssaf des Pays de la Loire, sont strictement couverts par

le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ainsi, conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'obligation de confidentialité s'étend à tous les renseignements, documents, supports informatiques de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par un organisme contractant, à l'issue de son marché subséquent ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par un organisme contractant à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par un organisme contractant à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire se porte fort, au sens de l'article 1120 du code civil, du respect par les intervenants tiers des dispositions du présent article (éventuels sous-traitants).

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui seraient remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'organisme lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'acheteur se réserve le droit, dans le cadre de l'exécution du marché de procéder, à ses frais et risques, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

En cas de non-respect par le titulaire de cette obligation, et indépendamment des sanctions encourues, l'acheteur pourra décider de résilier le marché, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit, pour le titulaire.

Article 14.2– Protection du système d'information

Le titulaire est tenu de respecter strictement les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'organisme.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004) notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du Code Pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du Code Pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 323-3 du Code Pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement

adaptés pour commettre une ou plusieurs des infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du Code Pénal ;

- la tentative d'accomplissement de l'un de ces délits (article 323-7 du Code Pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du Code Pénal).

D'une manière générale, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution du marché.

Article 14.3– Respect des normes

Le titulaire assure que la solution proposée respecte les normes européennes connues au jour de la notification du marché ; il devra s'adapter et ce pendant toute la durée du marché aux éventuelles nouvelles normes dès leur publication.

Article 15 – Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les éventuels dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ses contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le prestataire doit justifier avec sa candidature qu'il est titulaire des assurances demandées, en cours de validité.

Il s'engage à demeurer couvert par ces assurances pendant toute la durée d'exécution du marché et doit être en mesure de produire les attestations correspondantes sur simple demande de l'Urssaf des Pays de la Loire et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'Urssaf des Pays de la Loire.

Article 16 – Obligations du titulaire

Article 16.1– Réactivité

Le titulaire s'engage à maintenir une forte réactivité dans la réalisation des prestations comme dans sa communication avec l'Urssaf des Pays de la Loire. A titre d'exemple, une demande exprimée par l'Urssaf des Pays de la Loire, quel que soit son mode de transmission (téléphone, mail, courrier) doit appeler une réponse du titulaire accusant a minima réception dans un délai maximum de 72 heures ou dans le délai indiqué par le titulaire dans son offre.

Article 16.2– Traitement personnalisé de chaque courrier

Le titulaire apportera une vigilance particulière dans le traitement individuel de chacun des courriers et leurs annexes associées afin de garantir l'intégrité du pli, tel que demandé par l'utilisateur ayant déposé ses éléments sur l'interface.

Article 16.3– Garantie de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, l'ensemble du marché ne pourra pas être remis en cause par le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire prendra les mesures nécessaires pour assurer la continuité de sa prestation dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coût.

Il remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétences et de qualification au moins équivalentes en produisant les justificatifs correspondants (diplômes notamment).

Le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler l'adéquation et le maintien constant des compétences et des moyens ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, objet du marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution dudit marché des personnels homogènes, compétents, disponibles et réactifs.

Article 16.4– Modifications de travail

Toute modification importante de travail chez le titulaire, dans l'exécution des prestations (méthodes de travail, circuit, organisation interne, changement d'interlocuteurs dédiés, etc...) devra faire l'objet d'une communication écrite argumentée à l'Urssaf des Pays de la Loire.

Article 16.5– Devoir de conseil

Pendant toute la durée du présent engagement, le titulaire, en sa qualité de professionnel, de manière continue et en toute impartialité, informe, conseille et met en garde l'Urssaf des Pays de la Loire à propos de tout élément ou circonstance dont le titulaire aurait connaissance et qui pourrait entraver le bon déroulement des prestations. Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est tenu d'une obligation de conseil et doit s'enquérir de ses besoins.

Article 17 – Obligations du titulaire en lien avec les données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnés à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées.

A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'Urssaf.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendraient en contradiction avec les instructions de l'Urssaf ou ne permettraient pas au titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le titulaire devra en informer l'Urssaf sans délai, et avant de procéder à tout traitement.

Dans un tel cas, le titulaire s'engage à rencontrer l'Urssaf aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le titulaire doit informer l'Urssaf de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- a été conclu avec l'Urssaf préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le titulaire se porte fort envers l'Urssaf du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent marché. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles et sont couvertes par les droits et obligations qui s'y réfèrent. Le titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'Urssaf et accepté formellement par cette dernière.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du marché, le titulaire doit communiquer à l'Urssaf l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer le titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Urssaf comprenant l'ensemble des informations prévues à l'article 30 2) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Article 18 – Sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

Les parties identifieront, pendant toute la durée du marché, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

Article 19 – Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'Urssaf toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Urssaf, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

Article 20 – Sous-traitance du traitement de données à caractère personnel

Le marché de fournitures n'est pas ouvert à la sous-traitance. Le titulaire reste le seul fournisseur durant l'exécution du marché. Néanmoins, les prestations de service associées peuvent être sous-traitées.

Article 21 – Données à caractère personnel en fin de marché

Au terme du marché, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à la personne désignée par l'Urssaf dans un format standard et facilement exploitable.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Article 22 – Documentation et audit

Le titulaire met à la disposition de l'Urssaf la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Urssaf ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

Article 23 – Manquement du titulaire

En cas de non-respect par le titulaire des obligations visées aux articles précédents en lien avec le traitement de données à caractère personnel, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'Urssaf pourra décider de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

Article 24 – Résiliation

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 3 mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Article 25 – Résiliation du marché aux torts du titulaire

L'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts de l'entreprise sans que celle-ci puisse prétendre à l'indemnité, en cas d'acte frauduleux, infraction à la réglementation du travail.

Toutefois et par dérogation à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics des fournitures courantes et services (CCAG-FCS), le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas qui suivent :

- En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de dix (10) jours ouvrés sans accord préalable de l'Urssaf des Pays de la Loire. L'Urssaf des Pays de la Loire pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire défaillant, le service dû.

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus de 5 jours ouvrés à compter d'une mise en demeure émise par l'Urssaf des Pays de la Loire, cette dernière peut de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

- En cas de manquements répétés aux exigences du marché, un avertissement pourra être adressé. Cet avertissement est porté à la connaissance du titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Après deux avertissements, l'Urssaf des Pays de la Loire pourra résilier le présent marché, sans préavis, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas de figure, aucune indemnité n'est versée au titulaire.

- En cas de non-respect des obligations relatives au traitement de données à caractère personnel.

Article 26 – Règlement des litiges et différends

Pour tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent accord-cadre qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu par le livre IV du nouveau code de procédure civile, attribution de compétence est faite au Tribunal de Grande Instance de Nantes, étant entendu que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Article 27 – Dérogations au CCAG-FCS

Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13.3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services.